Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-478** **27/06/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 7

Objet : Appels à candidatures : 07 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office national de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de chargé(e) de mission formation (F/H) (catégorie A) à Dry (45).
Date limite de candidature : 14 juillet 2019.

Office national des forets

- 1 poste de directeur de l'Agence Travaux Groupe-Ouest (F/H) (catégorie A) à Nancy (54).
Date limite de candidature : 20 juillet 2019.

Agence française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chef de projets numériques (MOA) pour les acteur (F/H) (Catégorie A) à Vincennes (94) ou Pérols (34).
Date limite de candidature : 26 juillet 2019.

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne :
Service Agricole :

- 1 poste délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles, chargé(e) des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires, de la forêt et de la FAO (Cat A/A+) à Bruxelles.
Date limite de candidature : 10 juillet 2019.

Agence de l'Eau Seine Normandie :

- 2 poste de chargé d'opérations) (H/F) (catégorie A) à Châlons-en-Champagne (51).
Date limite de candidature : 31 juillet 2019.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de gestionnaire d'application informatique (F/H) (catégorie B) à Limoges (30).
Date limite de candidature : 19 juillet 2019.

- 1 poste de chef de service (H/F), au sein de la Direction Régionale de la Martinique de l'ASP (catégorie A).0
Date limite de candidature : 19 juillet 2019.

- 1 poste de contrôleur (H/F), au sein de la Direction Régionale de la Martinique de l'ASP (catégorie B).
Date limite de candidature : 19 juillet 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

OFFRE d'EMPLOI n°19-38-DF

24/06/2019

Le Département formation de
La Direction des ressources humaines de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

Chargé(e) de mission formation (F/H)

Le Département formation assure le pilotage et la gestion de toutes les formations de l'ONCFS, la conception, la programmation, la réalisation et l'évaluation des formations individuelles et collectives.

Le Département formation assure également l'élaboration et le suivi de formations communes avec l'AFB; l'accueil de stages de l'IFORE ou d'autres administrations de la famille « environnement » ainsi que les formations spécifiques organisées à destination de publics présentant un intérêt pour la politique de l'établissement.

Le Département formation assure l'entière gestion du centre de formation du « Bouchet » et son domaine.

Sous l'autorité du Chef de département, le(la) chargé(e) de mission formation accompagne les agents dans leur projet de formation, il (elle) effectue une analyse personnalisée de leur demande de formation sur mesure et les accompagne dans le déploiement de l'action de formation. Il (elle) apporte un appui au Chef du département en terme d'achat public de formation.

L'année 2019 est mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement, dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'agence française de la biodiversité (AFB), et qui est constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements à compter du 1er janvier 2020.

Nature de l'emploi

Poste susceptible d'être vacant, situé à Dry (45) - A pourvoir à compter du 16 septembre 2019 - Temps plein - Catégorie A
A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme de niveau en ressources humaines est attendu.
Une expérience professionnelle en matière de gestion de la formation d'au moins 3 ans constitue un atout.
Bonne connaissance de l'environnement professionnel et des partenaires internes et externes.
Connaissance de la gestion publique : finances publiques, règles budgétaires et comptables, procédures et marchés publics.
Connaissance de la gestion des ressources humaines dans le secteur public, particulièrement la gestion de la formation et dispositifs associés.
Maîtrise des outils bureautiques et des outils de gestion des ressources humaines (SIRH, référentiels des métiers, outils de formation)
Forte capacité à analyser et discerner les enjeux, anticiper, prendre des initiatives et rendre compte.
Fortes capacités détecter les anomalies et alerter sur les situations à risques.
Capacités à améliorer l'existant et à être force de proposition sur les sujets de son périmètre.
Aptitude à travailler en réseau et en mode projet
Capacité à concevoir des outils, des procédures et à optimiser un budget.
Qualités relationnelles, sens du dialogue et de la concertation (nombreux contacts avec divers interlocuteurs, internes et externes).
Qualités rédactionnelles, rigueur, grand sens de l'organisation et de l'anticipation.

Conditions particulières

Règles strictes de confidentialité à respecter.
Déplacements possibles en province ou sur Paris.

Activités principales

Marchés publics de la formation continue : Analyser le marché et les fournisseurs dans le cadre des marchés publics de formation et assurer une veille • Participer à l'élaboration des cahiers de charge dans le cadre des marchés publics, à l'étude et l'analyse des propositions, à l'arbitrage et la sélection des prestataires de formation en collaboration avec le Chef du département

Dossiers de formation individuelle et dispositifs spécifiques (CPF, PEC …) : assurer les relations avec les prestataires externes • Gérer les demandes d'inscription • Pré-analyser les demandes de formation et proposer une suite à donner en accord avec le chef du Département formation et en lien avec la Mission développement RH • Comparer les coûts des demandes exprimées avec le prix du marché et proposer des ajustements (orientation vers des formations gratuites ou recherche de devis alternatifs) • Enregistrer les formations réalisées dans le SIRH Virtualia et veiller en continu à la qualité des données enregistrées • Réaliser le bilan de satisfaction des actions de formations • Gérer et assurer le suivi administratif des dossiers de formation dans le cadre des dispositifs spécifiques • Renseigner le tableau de reporting et de suivi des dossiers de formations • Orienter en lien avec la Mission développement RH, les agents dans leurs projets de formation individuelle.

Suivi budgétaire en collaboration avec la Responsable administrative et financière : rassembler les pièces justifiant de la mise en concurrence (prestataires de formation) • Procéder aux commandes avec l'outil COBRA, enregistrer les services faits et les factures • Traiter les factures des prestataires et les frais de déplacement • Contribuer à l'établissement des charges à payer.

Appui sur les dossiers transversaux : participer à la mise en ligne et mise à jour d'informations sur l'intranet • Etre force de proposition sur le contenu de ces pages • Participer à l'élaboration et la rédaction de la newsletter • Réaliser les fiches support techniques (hors catalogue) • Mettre en œuvre des actions de communication • Participer à des groupes de travail et à la préparation de réunions (requêtes, analyse de données – formalisation ou rédaction de bilans spécifiques – Préparation et réalisation de support (power point, …)

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Patrice MANCHION, Chef du département formation, au 02.38.45.99.68 ou par courriel à patrice.manchion@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 14 juillet 2019,** - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation.

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale Grand-Est
14 rue du Maréchal Juin
Cité Administrative Bât B
67084 STRASBOURG

Directeur de l'Agence Travaux Groupe-Ouest

N° du poste : 11153 - Numéro Epicéa :

Catégorie : A : IGPEF - ICPEF- IPEF - IDAE – IAEHC - Attaché HC - Attachés principaux - Lo

Cotation parcours professionnel : A4	**Cotation part fonction PFR :**

Poste vacant au 01/06/2019

Présentation de l'environnement professionnel	La direction territoriale Grand-Est contribue à l'élaboration des différentes straté son niveau. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activité territoriales et spécialisées de son ressort. Elle coordonne la représentation institutionnelles à l'échelle du périmètre géographique de la région administrativ autour de services territoriaux, de 14 agences territoriales (avec 95 unité spécialisées (avec 18 unités de production) qui regroupent 2500 collaborateurs. Les forêts publiques représentent 60% de la forêt (394 000 ha de forêt doman communales) et commercialisent annuellement près de 5 millions de m3 de façonnés). L'ONF est un interlocuteur de premier plan des services de l'Etat et d la région Grand Est. L'Agence Travaux LORRAINE CHAMPAGNE-ARDENNE, assise sur les départemen Marne, la Haute-Marne, la Meuse, la Moselle, la Meurthe et Moselle et les Vosges production en charge des travaux en forêt, d'une unité de production Diversificat Les conducteurs de travaux encadrent des équipes de bûcherons sylviculteurs. Le service fonctionnel est composé de la Directrice d'Agence, d'un adjoint et personnes.
Objectifs du poste	Management stratégique de la structure.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Management stratégique d'une agence comptant environ 420 personnes. - Pilotage RH, budgétaire, stratégie. - Fait partie du CODIR DT et du réseau des DATX.
Champ relationnel du poste	- Relations suivies avec les UP, Conducteurs de travaux et ouvriers forestie - Liens avec les services de la DT (RH, financier, MCBS…) - Assiste aux CSE - Relations sociales importantes

Compétences liées au poste	**SAVOIRS**	**SAVOIR-FAIRE**
	- Connaissances techniques - Qualités relationnelles et disponibilité. - Parfaite connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF	- Compétences en animation et management d'équipe - Capacités de dialogue et de négociation. - Simplifier et donner du sens

Personne à contacter	M. Jean-Pierre RENAUD, directeur territorial Grand-Est jean-pierre.renaud@onf.fr Tél: 03 88 76 81 42 Portable: 06 24 31 67 85

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projets numériques (MOA) pour les acteurs (h/f)**
Affectation :	Direction de l'Appui aux Politiques et aux Acteurs (DAPA)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur de l'appui aux politiques et aux acteurs
Résidence administrative :	Vincennes (94) ou Pérols (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La direction de l'appui aux politiques et aux acteurs (DAPA) assure quatre missions principales :

- coordination de l'action européenne et internationale de l'AFB ;
- appui à la conception, l'animation, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies, politiques publiques et programmes, au niveau national et territorial ;
- mobilisation et renforcement de la capacité des acteurs et des territoires au moyen de partenariats stratégiques, d'animation de communautés, de centres de ressources thématiques, d'appui technique et de formation ;
- soutien financier par des programmes nationaux incitatifs.

Description du poste :

Mission :

• Coordonner la maîtrise d'ouvrage par la DAPA de plateformes web et d'applications mobiles dédiées à la mobilisation des acteurs et des territoires en faveur de la biodiversité et à l'accompagnement de communautés et de réseaux d'acteurs

• Concevoir l'architecture des contenus et veiller à la cohérence globale de ces plateformes, à la mutualisation des services et à leur interopérabilité avec les autres services numériques de l'AFB et du ministère

• Animer et accompagner l'évolution des sites web déjà existants à la DAPA ainsi que des nouveaux services

Activités principales :

• Définir, en lien avec la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne et avec la direction recherche, expertise et données, la conception des services, l'architecture des contenus, l'organisation générale et la planification du développement ou de l'évolution des services en ligne, sur le Web ou via des applications mobiles, offerts ou utilisés par la DAPA, concernant :

- la mise en visibilité et en relation des initiatives de la société civile en faveur de la biodiversité ;
- les dispositifs d'engagement et de reconnaissance des territoires, des entreprises et des partenaires pour la nature ;
- l'animation d'un club des acteurs engagés pour la nature ;
- l'accompagnement de communautés de pratique ou d'intérêt autour de centres de ressources thématiques ;
- l'animation du réseau des agences régionales de la biodiversité ;
- l'élaboration partenariale d'une offre de formation et la gestion des stages proposés ;
- le soutien aux acteurs par des programmes d'aides financières.

• Apporter un appui, en lien avec le département des systèmes d'information et avec le délégué à la protection des données, aux chefs de projet fonctionnels ou de produit de ces services en ligne en matière de :

- Conduite de projet, de l'étude d'opportunité à la mise en exploitation ;
- Création et utilisation des noms de domaine ;
- Design de services : consultation des acteurs concernés, identification des besoins ;
- Relations avec les utilisateurs : formation, assistance, traitement des données à caractère personnel, enquêtes de satisfaction ;
- Mutualisation des fonctionnalités et interopérabilité des services ;
- Animation et appui à la formation des producteurs de contenus et des modérateurs des plateformes, notamment en termes d'écriture pour le Web ;
- Suivi et analyse d'utilisation des services numériques de la DAPA.

• Assurer le rôle de chef de projet métier et de gestionnaire de l'usine à sites des centres de ressources ;

• Assurer une veille et une animation à l'égard des sites web des agences régionales de la biodiversité ou d'autres sites web du MTES et de partenaires de l'AFB ;

• Assurer une veille en matière de transformation numérique et d'innovation publique, en particulier de civic tech.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Tous départements de la DAPA ;
- DRED (mission valorisation) ;
- DICOMOB (mobilisation citoyenne, communication digitale et multimédia) ;
- DSI (projets, études et développement) ;
- Direction générale (délégué au numérique) ;
- Déléguée à la protection des données.

Relations externes :
- MTES ;
- partenaires ;
- prestataires.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Design de services ;
• Architecture fonctionnelle des plateformes web des applications mobiles ;
• Architecture des contenus et modélisation de l'information ;
• CMS (notamment Drupal 8, Wordpress 5).

Savoir-faire opérationnel :
• Conduire des projets ;
• Animer des équipes projets ;
• Anglais oral et écrit.

Savoir-être professionnel :
• Rigueur ;
• Capacité d'abstraction ;
• Adaptabilité ;
• Qualités relationnelles et d'écoute ;
• Capacité d'initiative et créativité, réactivité ;
• Maintien en compétences ;
• Sens de la communication et de la pédagogie.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPA/CPMOA/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 26 juillet 2019

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Service Agricole
14, place de Louvain
B -1000 BRUXELLES
Cotation du poste : 3
Délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles, chargé(e) des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires, de la forêt et de la FAO

<table>
<tr><th colspan="3">Catégorie A+ ou A
Délégué adjoint pour les affaires agricoles européennes, chargé(e) des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires, de la forêt et de la FAO</th></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La Représentation Permanente est une structure interministérielle chargée de représenter les intérêts français auprès des institutions européennes. Le Service agricole de cette Représentation assure le suivi des travaux menés par ces institutions en matière agricole, vétérinaire, phytosanitaire, alimentaire, forêt et FAO..
Le service agricole a en charge à la fois le suivi des sujets agricoles (Comité spécial Agriculture (CSA), Conseil des ministres de l'agriculture, Commission agriculture du Parlement européen), et les sujets vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires (Coreper, Conseil des ministres de l'agriculture, Commissions agriculture, environnement du Parlement).
De plus, les membres du service peuvent être amenés à participer à de nombreuses réunions de groupes de travail du Conseil et à différents types de comités ou groupes d'experts. Ils assistent aux sessions de travail du Parlement et aux conférences ou réunions sur les sujets qui s'y rapportent.</td></tr>
<tr><td>Objectif du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Représentant permanent adjoint et de la déléguée pour les affaires agricoles et en lien avec le délégué adjoint chargé des questions vétérinaires, phytosanitaires et alimentaires, le titulaire du poste contribue au sein d'une équipe au traitement des dossiers législatifs et réglementaires relevant de ces domaines ainsi que de la forêt et de la FAO. Il s'agit de participer à l'élaboration de la position française, s'efforcer de l'expliquer et de la faire partager aux autres parties prenantes des négociations, et rendre compte du déroulement de celles-ci aux autorités nationales.
Le titulaire du poste s'engage à assurer la Présidence française en 2022.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Promouvoir et défendre les positions françaises sur la base des instructions interministérielles élaborées par le SGAE et en liaison étroite avec les administrations parisiennes.

A ce titre, prendre part en tant que de besoin aux réunions suivantes :
- experts du Conseil ou de la Commission,
- comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale,
- attachés sectoriels des représentations permanentes
- chefs des services vétérinaires et chefs de services phytosanitaires de l'UE
- comité des Représentants permanents
- conseil des ministres

Rechercher auprès de la Commission, du Secrétariat général du Conseil et des autres Représentations permanentes toute information utile pour préparer le plus en amont possible les négociations.

En lien avec le délégué adjoint en charge des relations avec le Parlement européen, assurer un suivi des travaux du Parlement européen, en particulier de la Commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire.

Suivre les questions forestières et ayant trait à la FAO.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- le SGAE et les services d'administration centrale (DGAL, DGPE, DGCCRF)
- la Représentation permanente : Service agricole, Représentant permanent adjoint, autres conseillers sectoriels
- les homologues des représentations permanentes des Etats membres et le Secrétariat général du Conseil
- les institutions de l'Union européenne, notamment la Commission et le Parlement
- les parties prenantes telles que les organisations professionnelles.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- maîtrise indispensable de l'anglais
- environnement législatif et réglementaire des questions vétérinaires, phytosanitaires et</td><td>Savoir-faire
- curiosité intellectuelle, capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles
- sens politique, aptitude à la négociation et au dialogue</td></tr>
</table>

	alimentaires - culture juridique et bases du droit et du fonctionnement institutionnel de l'UE	- sens du contact, qualités relationnelles indispensables, capacité à travailler en équipe - capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais - discrétion - réactivité et esprit d'initiative - grande disponibilité
Personnes à contacter	Mme Virginie JORISSEN, déléguée pour les affaires agricoles européennes, RP virginie.jorissen@diplomatie.gouv.fr - +32 2 229 83 73 M. Nicolas PONCON, délégué adjoint chargé des questions vétérinaires, RP Nicolas.poncon@diplomatie.gouv.fr - +32 2 229 83 77 M. Charles MARTINS-FERREIRA, sous-directeur des affaires sanitaires européennes et internationales (MAA, DGAL) Charles-martins-ferreira@agriculture.gouv.fr - 01 49 55 81 20 M. Frédéric MICHEL, sous-directeur Europe (MAA, DGPE) Frederic.michel@agriculture.gouv.fr - 01 49 55 45 57 Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.	

FICHE DE POSTE	N °56

Poste vacant
dans le cadre d'une réorganisation

Direction/service d'affectation Direction Territoriale Vallées de Marne
service Investissements des collectivités, industrie, milieux aquatiques

Résidence administrative **Châlons-en-Champagne**

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : Chargé d'interventions

Filière Animation territoriale

Catégorie d'emploi II ou fonctionnaire de catégorie A

Définition des fonctions

L'agence de l'eau Seine-Normandie est un établissement public de l'Etat dont le rôle est d'aider tout acteur qui agit pour la protection de l'eau ou des milieux naturels tant au plan de la qualité que de la quantité. Ses ressources proviennent de taxes affectées dont l'agence assure le recouvrement ; son budget est de l'ordre de 900 ME par an et ses effectifs de 410 agents. Les missions de l'agence sont exercées dans 6 directions territoriales, dont la direction territoriale des Vallées de Marne basée à Chalons en Champagne.

En matière d'aides à l'investissement des collectivités locales et des activités économiques, dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement, des milieux aquatiques, le chargé d'opération contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des priorités territoriales d'action de l'Agence décliné par unité hydrographique.
Dans ce cadre, et sur son territoire d'intervention :

- Il est l'interlocuteur privilégié des collectivités ;
- Il participe à la définition des priorités d'actions à mener au vu des documents de programmation (SDAGE, XIe programme, …) et incite les maîtres d'ouvrage à les mettre en œuvre ;
- Il apporte information, conseils techniques et financiers aux maîtres d'ouvrage, participe à l'élaboration de leurs projets, suit la programmation et assure l'instruction des dossiers d'aides financières ;
- Il suscite et suit les contrats pluriannuels conclus entre l'Agence et les collectivités, pour les domaines le concernant, et assure le suivi des missions d'animation aidées par l'Agence ;
- Dans son domaine, il gère et valorise les données utiles à la négociation locale et à l'instruction des aides, au suivi des projets, des pressions, des priorités et des indicateurs techniques et financiers ;
- Il représente l'agence et promeut sa politique d'intervention auprès des collectivités locales et territoriales, des bureaux d'études, des constructeurs, des fournisseurs, des contrôleurs, des autres financeurs, des services de l'Etat ;
- Il développe auprès des collectivités et des aménageurs, la politique de l'Agence en matière de gestion à la source des eaux pluviales (techniques alternatives, réduction des pollutions diffuses…).

Au niveau de la direction territoriale, il est référent thématique dans son domaine de compétence. A ce titre, il apporte son expertise aux autres chargés d'opérations et à l'assistant d'opération.

Liaisons techniques et fonctionnelles

Poste placé sous la responsabilité du chef de service Investissements des Collectivités, de l'Industrie et des Milieux Aquatiques
Membre du réseau fonctionnel "Investissements"

FICHE DE POSTE	N °56

Formation et expérience nécessaires

Fonctionnaire de catégorie A : ITPE – IAE

Les fonctionnaires d'Etat seront en PNA, Pour des fonctionnaires de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, le recrutement s'effectuera par détachement sur corps.

Contractuel des agences de l'eau (decret 2007-832) : diplôme certifié de niveau I dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, avec expérience.

Qualités requises

Savoir (connaissances professionnelles) :

Bonnes connaissances des techniques d'assainissement et/ou d'eau potable ;
Connaissances de l'organisation et de la gestion de l'eau en France

Savoire faire (pratiques professionnelles) :

Capacité d'analyse et de synthèse ; autonomie, rigueur et sens de l'organisation ;

Savoir être (attitudes, comportements professionnels) :

Goût du travail en équipe; sens du contact, de la négociation et bon relationnel ;
Disponibilité notamment pour les interlocuteurs externes, adaptabilité, réactivité.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :

M. Daniel BEDDELEM ☎ 03.26.66.25.76
M. Régis TEHET ☎ 03.26.66.57.61
30-32 Chaussée du port 51035 Châlons en Champagne

Nanterre, le 25/06/2019
La Directrice Générale

FICHE DE POSTE	N °55

Poste vacant
dans le cadre d'une réorganisation

Direction/service d'affectation Direction Territoriale Vallées de Marne
service Investissements des collectivités, industrie, milieux aquatiques

Résidence administrative **Châlons-en-Champagne**

Poste à pourvoir chargé d'opérations

Emploi-type aux termes du décret n° 2007-832 du 11 mai 2007 et de l'arrêté du 11 mai 2007 : Chargé d'interventions

Filière Animation territoriale

Catégorie d'emploi II ou fonctionnaire de catégorie A

Définition des fonctions

L'agence de l'eau Seine-Normandie est un établissement public de l'Etat dont le rôle est d'aider tout acteur qui agit pour la protection de l'eau ou des milieux naturels tant au plan de la qualité que de la quantité. Ses ressources proviennent de taxes affectées dont l'agence assure le recouvrement ; son budget est de l'ordre de 900 ME par an et ses effectifs de 410 agents. Les missions de l'agence sont exercées dans 6 directions territoriales, dont la direction territoriale des Vallées de Marne basée à Chalons en Champagne.

En matière d'investissement des collectivités locales et des activités économiques, dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement, des milieux aquatiques, le chargé d'opérations contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des priorités territoriales d'action de l'Agence déclinées par unité hydrographique.

→ Dans ce cadre, et sur son territoire d'intervention :

- Il est l'interlocuteur privilégié des collectivités notamment dans les domaines liés à l'eau, aux milieux aquatiques et zones humides ;
- Il participe à la définition des priorités d'actions à mener au vu des documents de programmation (SDAGE, XIe programme, …) et incite les maîtres d'ouvrage à les mettre en œuvre ;
- Il contribue à l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de l'agence pour les actions de valorisation des milieux aquatiques et humides ;
- Il apporte information, conseils techniques et financiers aux maîtres d'ouvrage, participe à l'élaboration de leurs projets, suit la programmation et assure l'instruction des dossiers d'aides financières ;
- Il suscite et suit les contrats pluriannuels conclus entre l'Agence et les collectivités, pour les domaines le concernant ;
- Dans son domaine, il gère et valorise les données utiles à la négociation locale et à l'instruction des aides, au suivi des projets, des pressions, des priorités et des indicateurs techniques et financiers ;
- Il représente l'agence et promeut sa politique d'intervention auprès des collectivités locales et territoriales, des industriels, des bureaux d'études, des constructeurs, des fournisseurs, des contrôleurs, des autres financeurs, des services de l'Etat ;
- Il est en contact avec les animateurs(rices) des contrats pluriannuels signés sur son secteur géographique d'intervention ;

→ Sur une partie du territoire opérationnel de la DVM, il peut assurer l'instruction des aides pour le domaine des rivières et zones humides, apportant un appui technique tant en interne, en lien avec le chargé d'opérations spécialisé, qu'en externe sur ces thématiques.

Liaisons techniques et fonctionnelles

Poste placé sous la responsabilité du chef de service Investissements des Collectivités, de l'Industrie et des Milieux Aquatiques.
Membre des réseaux fonctionnels « Investissements » et « Milieux aquatiques ».

Formation et expérience nécessaires

Fonctionnaire de catégorie A : ITPE – IAE

Les fonctionnaires d'Etat seront en PNA, Pour des fonctionnaires de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, le recrutement s'effectuera par détachement sur corps.

Contractuel des agences de l'eau (decret 2007-832) : diplôme certifié de niveau I dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, avec expérience.

Qualités requises

Savoir (connaissances professionnelles) :

Bonnes connaissances des techniques d'assainissement et/ou d'eau potable, du fonctionnement des cours d'eau (hydromorphologie et hydrobiologie) et de la gestion des mileux aquatiques et des bassins versants ; connaissance technique dans le dimentionnement d'aménagements ;
Connaissances de l'organisation et de la gestion de l'eau en France ;

Savoir faire (pratiques professionnelles) :

Capacité d'analyse et de synthèse ; autonomie, rigueur et sens de l'organisation ;

Savoir être (attitudes, comportements professionnels) :

Goût du travail en équipe; sens du contact, de la négociation et bon relationnel ;
Disponibilité notamment pour les interlocuteurs externes, adaptabilité, réactivité.

Les renseignements complémentaires seront demandés à :

M. Daniel BEDDELEM ☎ 03.26.66.25.76
M. Régis TEHET ☎ 03.26.66.57.61
30-32 Chaussée du port 51035 Châlons en Champagne

Nanterre, le 25/06/2019
La Directrice Générale

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale de la Martinique

7 Immeuble Exodom - Zone de Manhity - 97232 Lamentin

Chef de service (H/F)

N° du poste : 19266 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 3**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale de Martinique est composée de 22 agents répartis au sein de 3 services : le service administratif et financier, le service agriculture, développement rural, pêche et contrôle et le service emploi et apprentissage. La personne recrutée sera en charge de ce troisième service composé de 4 agents dont les missions s'articulent autour de l'instruction, du paiement et du contrôle de dossiers relevant des domaines de l'emploi, de l'insertion, de l'environnement (chèque énergie, prime à la conversion) et de l'apprentissage.
Objectifs du poste	Décline et met en œuvre dans son domaine les missions de son service dans une organisation définie Encadre, anime et coordonne les activités
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de son service - Animer les équipes : définition d'objectifs et de priorités, planning, animation de réunions - Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants - Participer au maintien des compétences des agents

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Réaliser l’évaluation annuelle des agents et accompagner leur parcours professionnel
- Conduire les projets du service
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes
- Conduire des expertises réglementaires complexes
- Suivre des tableaux de bord de l’activité et des résultats du service</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interne : ensemble des agents de la DR, les chef(fe)s de service des autres DR dans une logique de réseau, les services centraux du siège

Externe : Préfecture, Collectivités territoriales, DIECCTE, Pôle Emploi, Missions locales, Chambres consulaires, Bénéficiaires, CFA</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l’environnement institutionnel et de ses enjeux
- Connaissance des politiques de l’emploi et de l’insertion professionnelle ;</td><td>- Aptitude à manager
- Capacité d’analyse
- Capacité à mobiliser et valoriser les compétences
- Capacité d’organisation et de pilotage
- Rendre compte ;</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :

Madame Nathalie HEBERT - Tél. : 0596 50 90 38
courriel : nathalie.hebert@asp-public.fr
Madame Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière
- Tél. 05 55 12 87 - courriel : mobilite@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au vendredi 19 juillet 2019.</td></tr>
</table>